

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 419

Artikel: Du Québec au Jura : la quête d'une identité
Autor: Duboux, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018810>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

L'ivraie et le bon grain

Je lis dans la « Nouvelle Revue de Lausanne » du 26 août un article de Fred Hirzel intitulé « Une fête à la gloire de l'Homme », dans lequel il s'en prend au festival organisé à Ouchy les 2, 3 et 4 septembre : *Trois Jours pour l'Homme*.

Festival placé sous le patronage, entre autres, d'Amnesty International, du centre Martin Luther King, de la Déclaration de Berne, de la Ligue suisse des droits de l'homme et de Terre des Hommes international.

Ce festival aurait choisi un « beau sujet » en guise « d'habile camouflage à des manigances subversives ».

La preuve ? les orateurs prévus sont René Dumont, partisan d'une écologie socialiste (absent en définitive), Christian Grobet, socialiste, Jean Ziegler, autre socialiste, qui « dégouasera » sur le Tiers monde...

« A Vidy, on ne vous dira pas que l'énergie atomique n'est ni plus dangereuse ni plus sale que les autres (les habitants de Seveso ne démentiront sans doute pas M. Hirzel...), bien au contraire, et qu'elle est indispensable pour assurer l'avenir énergétique du globe. On ne vous dira pas que le pays qui viole le plus effrontément les droits de l'homme, c'est l'URSS. »

On ne vous dira pas ? Tiens ! tiens ! Je lis pourtant que parmi les associations figurant au « Comité », il y a le « Comité de solidarité avec les opposants aux pays de l'Est »... Dont on peut raisonnablement attendre qu'ils parlent des violations des dits droits en Union soviétique — que peut-être même ils en parlent plus que des violations autrement plus graves en Iran, Argentine, Chili et autres lieux. Pareil à quelques-uns de mes élèves — rares, je dois dire, Dieu merci ! — M. Hirzel sous-estime un peu la nécessité de *lire* un texte avant de le critiquer... Il est vrai que la lecture est un art difficile, et qu'au procès d'André Bonnard, tel agent de la police fédérale lisait *Bovard* pour *Bonnard*, et *Nicole* pour *Nicolet* !

« Il est regrettable de constater que des mouvements aussi honnêtes qu'Amnesty International s'associent pour l'occasion aux témoins de la gauche révolutionnaire », conclut M. Hirzel.

Ce que c'est que l'héritage spirituel ! Dans cette même « Revue » (qui n'était pas encore « Nouvelle Revue »), le 9 juin 1938, répondant à 33 professeurs d'Université, écrivains, artistes, qui s'étaient plaints du silence des journaux sur des causeries d'Edmond Gilliard, données au Palais de Rumine sous les auspices des Etudes de Lettres, le rédacteur d'alors, R. Rubattel, écrivait : « Ces lignes sont signées de noms connus, quelques-uns fort estimables (c'est moi qui souligne), tels, notamment, Clément, Bosshard, C.-F. Ramuz et P. Meylan, d'autres qui vous obligent à imaginer qu'il pleut lorsque le soleil brûle sur les routes... » Visait-il Ansermet, Auberjonois ou Henri Miéville ?

Le procédé est toujours le même : jeter le discrédit sur tous ceux qui ne partagent pas les opinions officielles; récupérer ceux qu'on ne peut décidément pas discréditer, en insinuant que ce sont des naïfs, qui se sont égarés en mauvaise compagnie.

J.C.

Du Québec au Jura : la quête d'une identité

« Vive le Québec... libre ! » Gaffe calculée, élan du cœur, ces quelques mots lancés par le Général de Gaulle le 24 juillet 1967 du haut du balcon de l'Hôtel-de-ville de Montréal avaient provoqué un choc et fortifié un espoir invincible chez tous les Canadiens francophones. Ces mots « qui font vivre » allaient accélérer une évolution irrésistible vers l'indépendance de toutes les minorités. Du Québec au Jura, de l'Asie jusqu'en Europe orientale.

Dix ans plus tard, des rêves deviennent réalités. Au Jura, le référendum ayant abouti, une Constitution a été votée. Au Québec, en obtenant un peu plus

de 40% des suffrages en 1976, le Parti québécois a conquis la majorité des sièges au Parlement de la « belle Province ». Maintenant il est question d'une consultation populaire sur l'indépendance du Québec. Comme dans le Jura, nombre de voitures portent déjà les futures lettres d'immatriculation.

Il faut remonter le fleuve Hudson, les routes de la Nouvelle Angleterre pour comprendre le miracle de vitalité et de fidélité que constitue le maintien d'une nation française en Amérique du Nord. On entend d'abord les voix lointaines des radios — Radio-Canada et Radio-Québec. Avec les accents, les mots, les intonations, les tournures d'un autre temps. Une langue savoureuse pleine d'images — je vous ai vu à travers les branches, il ne faut pas niaiser —, pleine de richesses — au troisième plancher, c'est dispendieux —. Et puis il y a les lieux-dits — Champlain, Saint-Luc, Saint-Jean — les patronymes : les Begin, les Drapeau, les La Victoire, les Tremblay. Enfin il y a les drapeaux frappés de la feuille d'érable, les drapeaux frappés aux fleurs de lys, le Québec.

Contre les rigueurs du climat, la domination anglo-saxonne, les quelques milliers de Français devenus Canadiens, vaincus et coupés de leur métropole, submergés de toute part par la culture américaine ont maintenu leur langue et leur identité. « Grâce à la Bible et aux curés », nous dit un étudiant de Chicoutimi, « et à notre devise — je me souviens — nous ne sommes pas devenus Anglais, ni Américains. Et nous ne sommes plus Français. » Canadiens ? La réponse, c'est ce refrain d'une chansonnier à la terrasse d'un café : « Je suis de nationalité québécoise française », refrain que la foule des clients et des passants chantaient en chœur et avec passion.

Des mots, des chansons, la tradition orale reste vivace. Dans aucun pays sans doute les chansonniers et les musiciens ne sont aussi populaires. À part Vignault et Charlebois, il y en a des dizaines d'autres. De Gaspé, de Trois-Rivières, de Québec, ils font revivre un folklore qui parle de neige, de rivières, de barques et d'oiseaux, de fontaine et

d'amour. Un monde disparu dont les Québécois soudain déracinés ont comme une secrète nostalgie.

Tout a changé très vite et très profondément dans ce pays. En une génération, la majeure partie de la population est devenue urbaine. Dans les années 60, « la Révolution tranquille » a été marquée par l'intervention directe de l'Etat dans le secteur économique, l'extension de la fonction publique dans la société, l'éducation en particulier. Ce qui a permis aux classes moyennes francophones de contrôler progressivement l'appareil d'Etat. Et de supplanter la puissance du clergé, de contrebalancer les pouvoirs économiques détenus par la bourgeoisie anglophone.

La réforme du système scolaire, et surtout le développement considérable de la radio et de la télévision — sociétés privées et sociétés nationales — ont certainement contribué au renouveau de la culture québécoise. De cette « québécitude » qui est volonté d'affirmer une langue et une culture différentes dans le continent nord-américain. D'abord le fait des intellectuels, des étudiants, elle a gagné maintenant toutes les catégories sociales. Le nationalisme québécois, c'est le goût des accents, d'une langue, d'une histoire et d'un pays, bref d'une identité.

Le Québec deviendra-t-il indépendant ? Les résultats des sondages sont contradictoires. Pour certains observateurs, le courant de l'indépendance est désormais irrésistible. Le gouvernement fédéral accuse la radio et la télévision de propagande séparatiste. Il est vrai que dans ce pays de traditions orales vivantes les moyens de communication de masse ont un impact considérable. Une enquête est en cours. Mais que pourrait-on prouver ? Il faudrait censurer tous des media qui jour et nuit parlent et chantent avec les accents d'un Québec déjà libre.

Un Etat francophone est-il viable en Amérique du Nord ? Cinq millions de Québécois français, soit 80% de la population totale, sur un territoire immense — près de quatre fois la superficie de la France — ont certainement un avenir. Les res-

sources minières y sont considérables et encore à peine exploitées. Reste à trouver la formule d'une indépendance qui ne marque pas une rupture économique.

« Comme la Suisse a été malade du Jura, le Canada est malade du Québec »; disait un journaliste québécois. « Mais nous autres, nous avons survécu aux longs hivers, aux Anglais, aux Américains, aux Canadiens, alors nous survivrons à l'indépendance. Nous retrouverons notre assiette, nous serons enfin Québécois français. »

1978 sera-t-elle l'année du Québec ? Cet été déjà, que de touristes au Québec, que de francophones ravis de rencontrer un peuple chaleureux qui in-

vente son avenir. Alors que la France est officiellement présente, surtout dans les domaines de l'information et de l'éducation, la Suisse reste étrangement à l'écart. Certes, il y a les « chalets suisses » et autres restaurants très appréciés dans les villes. Certes il y a les investissements considérables de nos banques dans des sociétés électriques et minières. Mais il serait temps que la Suisse, et surtout les cantons romands, inaugurent une politique officielle d'échanges et de coopération. Et quand le dialogue sera engagé avec le Québec, on pourra engager la conversation avec le canton du Jura...

R.D.

Valais: une lézarde

Lorsque, il y a des mois, « Kritisches Oberwallis » interpellait le gouvernement valaisan au sujet des mandats confiés à un bureau d'ingénieurs ayant conservé des liens avec le conseiller d'Etat Zufferey, on lui avait fait, de haut, la leçon : « Si le dépôt d'une petite question doit pouvoir vous aider dans l'exercice de votre mandat de parlementaire, il ne doit jamais servir d'arme politique partisane... », avait précisé le Conseil d'Etat (cf. DP 379). La teneur des documents produits par le mouvement de gauche haut-valaisan aurait pu pourtant servir de sonnette d'alarme et provoquer une enquête sur les collusions entre secteur public et secteur privé.

Aujourd'hui le Valais nage en plein scandale où se retrouve tout un monde du génie civil et de la finance. Et comme de juste, à peine le dossier ouvert, le « Nouvelliste » crie au « délire masochiste » (2 sept.) : (...) « Pourquoi dépasser le cadre de soupçons étayés pour plonger dans une fiction nauséuse ? Ces mêmes Valaisans sont prêts à couper des branches vertes et saines pour se faire mieux fouetter par la suite. Il est temps de revenir à la raison ». La nouvelle de l'arrestation de la première haute personnalité était tombée mardi 30 août...

Nul doute, comme l'écrit l'organe du parti socialiste, « Le Peuple valaisan », sous la plume de Lucien Rosset, que le chef du Département des travaux publics, M. Steiner, soit maintenant au pied du mur. Nul doute que le « lobby politico-routier » doive être mis au pas. Nul doute que des solutions légales existent qui pourraient rétablir la confiance : Lucien Rosset cite notamment la réactivation de la commission permanente des routes, l'accroissement du contrôle des fonds concernés par le Département des finances, par l'Inspecteur cantonal (à la clef, la loi sur les finances publiques réclamée sans succès).

Mais la réflexion ne devrait pas s'arrêter là. On doit s'interroger sur le climat politique et social qui a permis de tels abus. Comme pour l'affaire Bourgknecht à Fribourg, ou celle de Plan-les-Ouates à Genève, on est frappé de constater combien la domination absolue d'un parti, d'une caste donc, sur un canton, favorise les excès. A cet égard, il faut souhaiter que la diversification de la presse valaisanne, à travers la fondation d'un nouveau quotidien, apporte l'air frais nécessaire, crée un espace où des voix divergentes puissent s'exprimer, exercer un certain contrôle démocratique.